

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSOUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Vœu relatif au décret autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le décret 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité vient modifier sensiblement les conditions de délivrance des cartes nationales d'identité.

Ces documents pourront désormais être demandés dans n'importe quelle mairie et non plus celle du domicile du demandeur.

En revanche, elles ne pourront être délivrées, tout comme les passeports, qu'à partir d'un dispositif de recueil des données biométriques, dont l'attribution et la répartition relèvent de la compétence exclusive de l'Etat.

La mise en œuvre de ce décret aurait donc deux conséquences tout aussi dommageables pour les communes et leur population :

- La perte de service rendu dans les 26 communes non équipées et l'éloignement du service pour l'utilisateur aggravant l'isolement des territoires ruraux.
- La concentration des demandes vers les cinq communes équipées du territoire métropolitain, dont Montpellier, qui verraient la fréquentation de leurs services fortement augmenter.

En 2015, 17 200 demandes de cartes nationales d'identité ont été instruites par les services de notre Ville au bénéfice de ses 276 000 habitants, population par ailleurs en augmentation constante. Sur la base des passeports traités par notre Ville pour des habitants d'autres communes, la mise en place de cette mesure entraînerait une augmentation prévisionnelle de près de 24 % du volume des demandes.

Or les moyens supplémentaires que l'Etat prévoit d'allouer à notre commune (deux dispositifs de relevés de plus passant le parc de 18 à 20 et une dotation d'environ 10 000€ supplémentaires) apparaissent clairement

insuffisants alors que l'activité nouvelle induite nécessiterait l'emploi d'agents supplémentaires dans un contexte budgétaire contraint.

Dans ce contexte, une telle mesure ne peut conduire qu'à une dégradation du service public local de proximité contraire à notre projet pour Montpellier qui place l'utilisateur au cœur de l'action publique et contraire à nos engagements de qualité de service traduits par la certification Qualiville obtenue depuis sept ans par la ville de Montpellier.

**C'est pourquoi, le Conseil municipal de Montpellier émet le vœu :**

- que l'application du décret 2016-1460 soit différée et qu'il soit convenu, en concertation avec les Maires du territoire métropolitain, d'un système garantissant l'égal accès de tous aux services régaliens de proximité,
- que la mesure fasse l'objet d'une étude locale d'impact préalable à sa mise en œuvre et que ses conclusions soient partagées avec les Maires du territoire métropolitain,
- que la neutralité budgétaire de la mesure soit garantie aux communes par une compensation au réel ajoutée à leurs dotations de fonctionnement.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 Novembre 2016**